Communiqué de presse en date du 18 octobre 2026

Stop aux violences !

A Quimper comme partout en France, des milliers de citoyens ont manifesté ce samedi 17 octobre. L'immense majorité d'entre-eux ont défilé dans le calme pour porter leurs revendications, dans une ambiance festive, familiale et respectueuse.

Le déferlement de violence orchestré, à Quimper, par quelques dizaines de casseurs et de pillards, qui ont fait régner le chaos pendant plusieurs heures de l'après-midi du samedi, est totalement sidérant et presque du jamais vu dans notre ville. Les dégâts sont importants.

Nous condamnons très fermement les dégradations, les pillages et les violences commis par ces fauteurs de troubles qui s'en sont pris également aux forces de l'ordre.

Nous apportons tout notre soutien aux habitants, commerçants et acteurs économiques qui en ont été victimes. Nous remercions tous les agents des services publics, forces de l'ordre, pompiers, agents de la Ville de Quimper et de Quimper Bretagne Occidentale pour leur engagement, ainsi que les salariés des différents opérateurs publics (QUB, Véolia, etc…).

Aux côtés des manifestants, nous soutenons les lycéens qui demandent des conditions d'études dignes et un processus d'orientation plaçant l'humain au cœur des décisions, plutôt que les algorithmes.

Nous refusons que des groupes de casseurs détournent l'attention qui devrait être portée sur des revendications justes et légitimes. Leur stratégie est claire : nourrir la tension et la haine pour préparer le terrain au Rassemblement national. Ce choix ne conduirait qu'à décupler les fractures et les divisions, sources de toujours plus de violences.

Il appartient aujourd'hui aux pouvoirs publics, au niveau national, d'ouvrir des négociations sérieuses avec les organisations de jeunesse et syndicales, sur les thèmes des revendications liées aux mobilisations de ces dernières semaines. Mais aussi de réunir les forces politiques déterminées à agir ensemble contre la violence et trouver des réponses communes sur la question de la doctrine du maintien de l'ordre en France.

Le Parti socialiste de Quimper